

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 64 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2652 - Prix : 1€

ÉDITORIAL

Les élections passent,
la guerre de classe ne
s'arrête jamais

Fonction publique : le
gouvernement fait
voter sa loi scélérate
Page 5

Partis de gauche :
une faillite qui vient
de loin
Page 6

L'avenir appartient
au camp des
travailleurs
Page 8

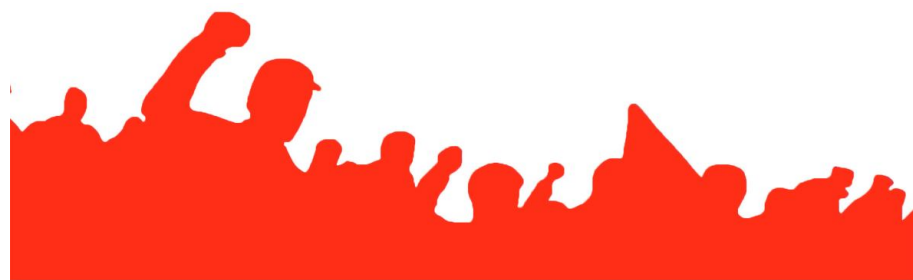
Menaces de
licenciements sur le
chantier de la NRL
Page 9

Polynésie

Essais nucléaires :
une reconnaissance
hypocrite !
Page 12

Contre la peste lepéniste Contre le choléra macronien

Il faut un parti des travailleurs



Les élections passent, la guerre de classe ne s'arrête jamais

Mardi 28 mai, deux jours après les élections européennes, le géant industriel américain General Electric (GE) a annoncé 1044 suppressions d'emplois en France. Le même jour, la société WN, l'ex-site Whirlpool d'Amiens avec ses 200 salariés, était mise en redressement judiciaire.

Ces deux annonces sont venues s'ajouter à celle de la mise en faillite de British Steel. Cette entreprise possédée par deux vautours de la finance, les frères Meyohas, 258ème fortune française, était présentée par le gouvernement comme la solution de salut pour les 270 travailleurs d'Ascoval. Aujourd'hui, ils ne savent même pas s'ils seront encore payés dans quelques mois.

Les urnes à peine rangées, le grand patronat lâche ses coups.

En 2015, quand GE avait racheté le pôle énergie d'Alstom, il s'était engagé à créer 1000 emplois. Non seulement aucun emploi supplémentaire n'a été créé, mais aujourd'hui, GE France en supprime 792 sur le site de Belfort dans le secteur des turbines à gaz et 252 sur plusieurs sites dans les fonctions de support.

Son PDG, Hugh Bailey, assure que l'usine de Belfort qui regroupe 4300 travailleurs « ne fermera pas ». Mais cette promesse de patron ne vaut pas plus que celle de créer 1000 emplois. Et ce PDG fera ce qui ira dans le sens des intérêts de ses actionnaires.

« Le marché mondial du gaz est structurellement en forte baisse » et « nous ne sommes plus assez compétitifs », ajoute-t-il pour justifier les licenciements. GE est un des plus gros groupes industriels de la planète. Garder ces 1044 emplois ne le mettrait pas sur la paille. Mais ce sont les actionnaires qui dirigent. Et ils mènent leurs guerres commerciales avec la peau de leurs travailleurs.

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, veut jouer les intermédiaires en prétendant se soucier du sort des travailleurs. Il ne se prépare qu'à brasser de l'air. Son rôle est de faire passer la pilule. À chaque fois, les gouvernements, le sien comme ceux qui l'ont précédé, ont été complices des licenciements. Ils ont toujours agité des promesses bidon pour endormir les travailleurs.

L'État lui-même en tant que patron mène cette même politique de suppressions de postes. Le jour où GE faisait son annonce, le gouvernement faisait passer à l'Assemblée une loi contre les fonctionnaires, ceux de l'État, des collectivités territoriales et des hôpitaux. Il veut imposer un recours accru au travail précaire, aux mobilités forcées et simplifier les ruptures de contrats de travail.

Et puis, en bons serviteurs du capital, Macron et son Premier ministre ont annoncé la couleur. Dès ce mois de juin, ils s'attaqueront à l'Assurance chômage pour faire baisser les indemnités, puis ils s'en prendront aux retraites ouvrières.

L'économie capitaliste est en crise et cela rend le grand patronat encore plus âpre au gain. La guerre sociale qu'il nous mène n'aura pas de limite. Et le gouvernement sera là pour lui faciliter la tâche. Dans cette guerre, les travailleurs n'ont à attendre ni compréhension, ni pitié.

Mais ils ne sont pas désarmés. Des millions de travailleurs représenteraient une force considérable s'ils avaient la conscience d'appartenir à la même classe sociale. Une classe qui a la capacité de repousser les attaques du grand patronat aujourd'hui et de remettre en cause son pouvoir demain.

C'est cette conscience qui manque. Le résultat des élections l'a montré. L'ancienne opposition entre la droite et la gauche a laissé la place à celle entre Le Pen et Macron. Mais c'est toujours une tromperie qui enferme les travailleurs dans une fausse alternative, où on les pousse à choisir entre des politiciens qui sont tous dans le camp de la bourgeoisie.

De cette loterie électorale, où tout est fait pour empêcher que les travailleurs raisonnent du point de vue de leurs intérêts d'exploités, ils sortent désorientés et divisés.

L'offensive patronale et gouvernementale est générale. Pour y faire face, les explosions de colère et de combativité comme celles des gilets jaunes ne suffiront pas. Les travailleurs doivent retrouver le chemin de l'organisation et de la lutte pour leurs intérêts communs, le chemin de la conscience de classe.

Constitution : une réforme pour ne rien changer.

Le gouvernement Macron a repris un de ses chantiers, le changement de la Constitution, qui pourrait se résumer à pour que rien ne change, modifions quelques paragraphes.

Ainsi, pour être dans l'air du temps et faire semblant de répondre aux préoccupations écologiques de l'électorat, l'article 1 de la Constitution, qui définit les principes de la République, précisera : « Elle agit pour la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et contre les changements climatiques. » Quand on sait que l'affirmation de l'égalité entre les hommes et les femmes en matière professionnelle et politique figure dans l'article 1, de même que le droit à l'emploi et

à la sécurité matérielle, qui figure dans le préambule, on peut conclure que les entreprises polluées ont encore de beaux jours devant elles.

Le reste du texte est du même acabit : le gouvernement prévoit de diminuer de 25 % le nombre de députés et de sénateurs et d'introduire une petite dose de proportionnelle dans l'élection des députés (environ 20 %). L'Assemblée nationale passerait donc de 577 à 433 députés et aurait environ 87 députés élus à la proportionnelle, dans des conditions encore inconnues aujourd'hui. Mais il y a peu de chances que la proportionnelle intégrale soit retenue, ce qui aurait risqué de faire élire des représentants de tous les courants.

Donc rien ne va bouleverser la donne mais, bien plus, le gouvernement s'ingénie aujourd'hui à restreindre la possibilité de recourir au référendum d'initiative partagée, le RIP qui ne serait plus possible concernant une loi promulguée depuis moins de trois ans ou en passe d'être votée.

Voilà qui soulagera ministres et patrons, pour autant qu'ils aient craint quelque chose. La 25e réforme de la Constitution de la Ve République ne troublera pas le ronron du Parlement, qui continuera tranquillement de servir de chambre d'enregistrement pour les attaques contre les travailleurs.

Investissements : l'attractivité... de l'argent public

L'investissement étranger est au plus haut en France. Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, s'en félicite, relayé par la presse patronale, et fait l'éloge de la politique du gouvernement : en plus de la démolition du Code du travail, c'est en particulier grâce au Crédit impôt recherche (CIR) qu'il réussirait à attirer les entreprises innovantes chères à Macron.

Créé en 1983, le CIR a bénéficié de la sollicitude de tous les gouvernements, de gauche comme de droite. Avant 2008, il s'élevait à 10 % des nouvelles dépenses de recherche, plafonnées à 16 millions d'euros par entreprise déclarante. Ensuite, son taux a atteint 30 % de toutes les dépenses déclarées dans le domaine de la recherche, dans la limite de 100 millions d'euros. Le gouvernement Sarkozy s'attendait à une facture de deux milliards d'euros : dès 2010 elle frôlait les cinq milliards.

Les plus grosses entreprises, celles du CAC 40, sont les mieux servies. En 2014, les services fiscaux estimaient que 15 % des dossiers étaient frauduleux. Des filiales, des unités de

recherche fantômes ont pu s'installer simplement pour percevoir le crédit d'impôt, et pas seulement pour les entreprises étrangères effectuant leurs recherches ailleurs. Renault s'est employé à répartir ses dépenses dépassant le plafond des 100 millions d'euros et ainsi récupérer la somme maximum.

Évidemment, pour les mêmes groupes français ou étrangers, de l'automobile à l'industrie pharmaceutique, de Ford à Renault, Peugeot ou Sanofi, cela n'a rien changé à leur politique de suppression

d'emplois, y compris parmi les chercheurs.

Sans surprise, malgré quelques couacs de certains parlementaires, vite recadrés au moment du grand débat, le gouvernement est bien décidé à maintenir le cadeau de 6 milliards d'euros, ou plus, que constitue le CIR. S'ajoutant aux 20 milliards du Crédit impôt compétitivité emploi (CICE), devenu une baisse pérenne des prétendues charges patronales, ils feront gonfler les coffres des actionnaires par le pillage des fonds publics.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 8 JUIN de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 22 JUIN de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 23 JUIN de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 12 JUILLET de 8H30 à 10H00**

Parcour-pas-super !

Le 17 mai, deux jours seulement après la clôture des demandes, la procédure d'affectation de Parcoursup, dispositif post-bac mis en place par les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a littéralement planté!

En effet, plusieurs établissements ont accepté un nombre supérieur à leur capacité d'accueil. 400 formations étaient concernées. Des étudiants qui avaient reçu dans un premier temps une réponse favorable à leurs vœux, se sont retrouvés par la suite en liste d'attente !

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, il s'agit « des erreurs humaines qui ont été commises au sein des formations ». Il y a eu « confusion entre le chiffre d'étudiants en « liste d'ap-

pel » et ceux en « liste d'attente ».

L'an dernier c'était déjà le cafoillage pour obtenir une place en enseignement supérieur. À la fin août, la liste définitive des élèves de classes prépa et de BTS n'était pas encore connue. Ces retards avaient engendré, outre le stress pour les étudiants et les parents, des problèmes d'organisations dans les universités et les lycées.

Cette année malgré le léger lifting du dispositif par le gouvernement, c'est bien parti pour un bis repetita !

Inquiétudes, incompréhensions, confusions, bugs, plaintes, Parcoursup a du mal à passer les épreuves d'admission !

Mais le gouvernement s'en moque. L'avenir de millions de jeunes en France est le cadet de ses

soucis !

Le gouvernement réunit toutes les raisons pour qu'étudiants, parents et enseignants se mettent en colère !



Crous : mobilisation des étudiants contre la hausse des loyers

À l'occasion de la dernière rentrée scolaire, la direction du Crous avait programmé une révision du montant de ses loyers. Un studio de 16 m² aurait ainsi pu être mis en location jusqu'à 355 € par mois.

Cette perspective a provoqué la colère des étudiants qui se sont mobi-

lisés avec leur syndicat, l'Unef, et ont obtenu, au contraire, une baisse allant jusqu'à 30 € !

Ce recul de l'administration est bien sûr un soulagement pour les étudiants issus des milieux défavorisés et qui peinent à mener de front leurs études et le paiement de leurs frais de

restauration, de transport et d'hébergement. Il a été obtenu uniquement grâce à leur mobilisation et à leur détermination !

Quand le développement durable rime avec profits

Du 30 mai au 5 juin se déroulait à La Réunion la semaine du développement durable.

À cette occasion, la communauté des communes du nord, la Cinor, qui se veut être le chantre de la protection de l'environnement, a vanté les mérites de son projet Fertilpei, autrement dit la transformation en engrais des déchets d'eaux usées de la station d'épuration du Grand Prado située à Sainte-Marie.

Fertilpei qui fait partie du Plan Climat Air Energie Territoriale (PCEAT) de la Cinor, participerait à protéger l'environnement et « le porte monnaie des usagers et des

agriculteurs » à en croire l'écologiste et vice-présidente de la Cinor, Yvette Duchemann.

Si le bénéfice de cette action pour l'environnement reste à prouver, celle-ci est à coup sûr une affaire juste pour la société Runéo, filiale locale de Veolia qui est chargée de la fabrication et de la commercialisation du produit.

Mais en ce qui concerne les usagers, il n'est pas dit qu'ils y gagneront un rond car ils sont déjà lourdement taxés pour la collecte et le traitement des eaux usées par le même Veolia !

En effet, outre le Grand Prado,

Veolia et sa filiale Runéo exploitent six autres stations d'épuration, gèrent le service d'eau potable et d'assainissement, etc. pour plusieurs communes à La Réunion.

En 2019, la production de cet engrais est estimée à 2000 tonnes, soit convertis en euros, un pactole non négligeable pour ce groupe pour qui l'argent n'a pas d'odeur.

Avec le progrès technique, le recyclage de bien des déchets est possible. Mais il y en a un qui est impossible à recycler, c'est le capitalisme en putréfaction !

Industrie pharmaceutique : pénurie de cortisone, mais pas de profits



Mercredi 22 mai, un chef de service d'un hôpital parisien a lancé une pétition pour dénoncer la pénurie de médicaments à base de cortisone, les corticoïdes. Certains patients doivent faire jusqu'à dix pharmacies pour

trouver leurs comprimés. L'État, par l'intermédiaire de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), s'est contenté de conseiller aux médecins de réduire les prescriptions.

Les corticoïdes servent en effet de traitement de base pour des centaines de milliers de personnes atteintes de maladies inflammatoires, d'asthme, de sclérose en plaques, mais aussi dans le cas de greffes d'organes et pour lutter contre certains cancers.

Le cas des corticoïdes n'est pas un cas isolé. Les ruptures d'approvisionnement en médicaments sont de plus en plus fréquentes. Selon l'ANSM, on en a compté 530 en 2017, soit 30 % de plus qu'en 2016 et dix fois plus qu'en 2008. Les industriels de la pharmacie produisent quand cela rapporte. Ils jugent que ces médicaments ne le

font pas assez. À cela s'ajoute la généralisation du flux tendu pour éviter au maximum les stocks, ainsi que l'externalisation de la production en Chine et en Inde, qui augmente les délais d'approvisionnement. De plus en plus, seules quelques usines, voire une seule, fabriquent pour le monde entier un principe actif indispensable à la fabrication d'un médicament. L'arrêt de la production dans cette usine entraîne la rupture d'approvisionnement à l'échelle mondiale. Enfin, les laboratoires préfèrent vendre un médicament dans les pays où le prix est plus élevé, par exemple aux États-Unis où ils sont vendus deux à trois fois plus cher qu'en Europe.

En fait, si l'augmentation de ces pénuries a différentes causes, celles-ci ont toutes la même origine : un système économique organisé exclusivement en fonction des profits.

Fonction publique : le gouvernement fait voter sa loi scélérate

Le 19 mars dernier, des milliers de fonctionnaires cessaient le travail en France et dans les DOM et manifestaient contre le projet de loi du gouvernement dans la Fonction publique.

Cette mobilisation n'a pas dissuadé Macron de faire voter cette nouvelle réforme par ses députés LREM avec la complicité de ceux de l'UDI et du Rassemblement national qui se sont abstenus.

Les Républicains ont, eux, voté contre, mais parce qu'il n'allait pas assez loin dans les réductions de la dépense publique.

Ce projet concerne les 5,5 millions de fonctionnaires de l'État, de la Territoriale et de la Santé.

Sous prétexte de « moderniser le statut des fonctionnaires », il prévoit d'augmenter le nombre des contractuels qui sont déjà 1 million, d'instaurer un dispositif de rupture conventionnelle qui permettra aux chefs de service de pousser vers la porte les salariés qu'ils jugent « en surnombre », enfin d'instaurer un



« dialogue simplifié », c'est-à-dire réduit à peau de chagrin avec les organisations syndicales de travailleurs.

Car le but de tout cela reste toujours le même pour le gouvernement, à savoir au terme du quinquennat avoir supprimé 120 000 emplois de fonctionnaires.

Peu importe que cela se traduise par la fermeture de tribunaux, des accueils en préfecture, la suppression de postes d'agents hospitaliers et de

lits dans les hôpitaux publics, la suppression des postes de directeurs dans les écoles primaires, etc. pourvu que le gouvernement puisse économiser quelques milliards supplémentaires qu'il utilisera comme toujours à subventionner le patronat.

Eh bien voilà un projet qu'il s'agit de mettre en échec si nous ne voulons voir nos conditions de vie collectives se détériorer encore plus !

Les résultats de Lutte ouvrière

La liste Lutte ouvrière Contre le grand capital, le camp des travailleurs a obtenu le 26 mai 176433 voix, soit 0,78 % des suffrages exprimés.

À La Réunion, notre liste a recueilli 2101 voix (contre 1983 voix en 2014). Le nombre certes modeste est tout de même en progression.

En Martinique, où milite notre

camarade Ghislaine Joachim-Arnaud, porte-parole de Combat ouvrier et troisième sur notre liste, celle-ci obtient 2 614 voix (6,64 %). En Guadeloupe, où Jean-Marie Nomertin, également porte-parole de Combat ouvrier, était aussi candidat sur la liste de Lutte ouvrière, celle-ci obtient 1 714 voix (4,48 %)

Ces votes portent la conviction que les exploités, ceux qui n'ont ni

capitaux ni rentes et n'ont que leur travail pour vivre, peuvent se constituer en une force politique opposée aux partis de la bourgeoisie. Ainsi s'exprime une minorité consciente que les combats à venir devront opposer clairement la force collective des travailleurs à la grande bourgeoisie et aux gouvernements à son service.

Partis de gauche : une faillite qui vient de loin

Tous les partis de gauche, qu'ils assument leur politique antiouvrière, comme le PS et son rejeton Hamon, ou qu'ils prétendent faussement n'y avoir eu aucune part, comme le PCF ou l'aventurier Mélenchon, se sont effondrés lors de ces élections européennes. Les nombreux passages de la gauche au gouvernement et les cicatrices qu'ils ont laissées dans le monde du travail n'ont pas été oubliés.

Pour tenter d'éviter la catastrophe attendue, tous ces partis ont pourtant suivi la mode et verdi leur langage. Pire encore de son point de vue,

Mélenchon ayant demandé aux siens de « battre Macron », un certain nombre semblent l'avoir pris au mot et ont utilisé le bulletin Le Pen pour ce faire.

Après le résultat, les leaders de la gauche ont entonné le grand air de l'unité. L'unité de la gauche est un plat qu'ils ont déjà maintes fois servi. Avec Mitterrand, avec Jospin et avec Hollande, les partis de gauche se sont unis, ont gouverné pour le grand capital et ont ainsi dégoûté l'électorat populaire. C'est ce qui les a conduits aux résultats actuels.

Comment croire que les partis de

gauche pourraient désormais faire autrement ? L'État tout entier, système électoral compris, est là pour garantir la domination des capitalistes, quelles que soient les illusions des électeurs dans les politiciens qui sont portés aux affaires.

Les appels à l'unité de la gauche peuvent avoir un écho du côté de ceux qui, de bonne ou de mauvaise foi, bénévolement ou par profession, veulent encore croire aux mirages électoraux. Mais, pour les travailleurs qui sont réellement attachés à défendre leur classe, ils ne mèneront à rien.

Les Républicains : une dégringolade annoncée

Avec un score de 8,48 % et arrivant en quatrième position, le parti Les Républicains, héritier des grands partis de la droite traditionnelle, a subi une dégringolade sans précédent. Ce parti, comme les autres qui ont été associés depuis des dizaines d'années à des gouvernements au service de la classe capitaliste, a subi l'usure du pouvoir. Mais de plus, dans cette élection, LR était assis entre deux chaises. Il a en effet zigzagué entre des thèmes s'adressant aux électeurs RN et d'autres s'adressant à ceux de Macron. En conséquence, il en a perdu par les deux bouts.

Du côté des électeurs bourgeois traditionnels, dont les valeurs morales se basent sur l'épaisseur de leur portefeuille et qui se reconnaissent dans tout bon gestionnaire de leurs intérêts, Les Républicains ont été doublés par LREM, le parti de Macron. Depuis deux ans que ce dernier est au pouvoir, il a donné bien des preuves de sa servilité vis-à-vis du grand patronat et plus généralement des plus riches. Il est même allé plus loin et plus vite dans ses attaques contre la classe ouvrière que n'avaient osé le faire les vieux partis de droite.

Quant à l'autre volet des thèmes

de campagne développé entre autres par Wauquiez, l'ultra-nationalisme, la fermeture des frontières, les attaques contre les immigrés et plus généralement contre la classe ouvrière, le Rassemblement national de Le Pen en a fait son fonds de commerce depuis bien plus longtemps que Les Républicains et, une fois de plus, les électeurs ont montré leur préférence pour l'original face à la copie.

Ainsi, la droite traditionnelle a peut-être fait son temps ; il est vrai que c'est au profit de requins aux dents tout aussi longues.

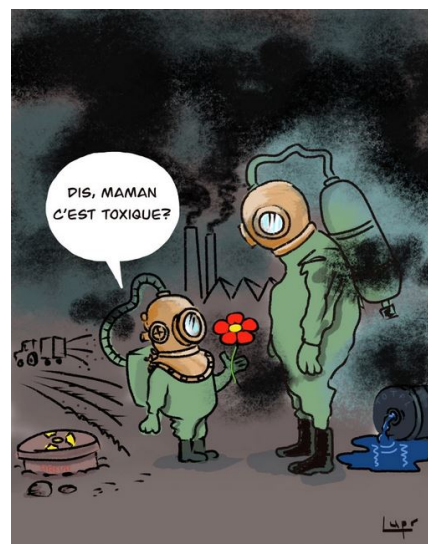
Europe écologie-Les Verts : une “vague verte” porteuse de désillusions

Le score réalisé par la liste Europe écologie-Les Verts de Jadot apparaît comme un des faits marquants des élections européennes. Cette progression est d'autant plus significative qu'elle se confirme dans la plus grande partie de l'Europe. Ce vote écologiste traduit certainement une préoccupation croissante dans l'électorat européen, et en particulier de sa composante la plus jeune, concernant la protection de la planète, ravagée par les méfaits du capitalisme. C'est cette inquiétude que reflètent aussi les marches pour le climat qui se déroulent dans toute l'Europe depuis plusieurs mois.

Le fait qu'un nombre important d'électeurs se soient portés sur des listes reprenant les préoccupations écologistes ou défendant les migrants est certes plus réjouissant que la montée parallèle de l'extrême droite, même si ce vote n'est manifestement

pas le fait de la partie la plus pauvre de la population. Mais, tout autant que la prise de conscience des risques que court la planète, ce vote pour les Verts traduit le désarroi de toute une partie de l'ancien électorat de gauche, qui refuse d'oublier les méfaits de celle-ci lorsqu'elle était au pouvoir. Ce n'est pas pour autant la fin des illusions, comme le montrent les perspectives défendues par Jadot pendant sa campagne et le débouché politique qu'il propose maintenant à ce qu'il appelle une vague verte.

Jadot s'est toujours affirmé en accord avec la libre entreprise et l'économie de marché, c'est-à-dire le capitalisme. Dans une économie entièrement contrôlée par quelques grands trusts qui modèlent la vie sociale et prennent leurs décisions avec pour seul critère le profit maximum, cela revient à renoncer à toute amélioration réelle des rapports entre



l'homme et la nature, au profit de discours sans effet. C'est non seulement accepter de fait l'exploitation du monde du travail et même son aggravation actuelle, mais renoncer au combat réel contre les catastrophes écologiques.

Conseil de défense écologique : Macron inspecteur gadget

À la fin du grand débat Macron avait annoncé la création d'un Conseil de défense écologique, qui s'est réuni pour la première fois le 23 mai.

À deux jours des élections européennes, il était temps ! Si Macron a déclaré que « sur l'écologie le temps n'est plus à la parole », il n'a finalement annoncé aucune mesure concrète. Selon De Rugy, le ministre de l'Écologie, le projet minier de « La montagne d'or » en Guyane ne se ferait pas, mais Greenpeace dénonce déjà la mise en place, dès décembre, d'un nouveau code minier qui permettrait de représenter le projet sous une autre forme.

Le Conseil de défense écologique, dès sa première réunion, apparaît comme un des nombreux gadgets écologiques de plus pour le gouvernement. Il s'ajoute en effet au Haut conseil pour le climat, au Conseil national de la transition écologique, au Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité, sans ou-



blier la Convention citoyenne pour le climat annoncée elle aussi à la fin du grand débat. Dans cette Convention, 150 citoyens qui seront tirés au sort devront proposer des mesures écologiques sur les émissions de gaz à effet de serre.

Il y a effectivement urgence à prendre des mesures radicales pour

lutter contre les atteintes à l'environnement liées à la course au profit capitaliste. Mais il est déjà évident que rien ne sortira de ces conseils et autres conventions qui sont autant de gadgets incapables de s'attaquer aux intérêts des grandes sociétés capitalistes, responsables de la pollution.

Le RN : surtout antiouvrier

Avec 23,3 % des voix, la liste du Rassemblement national (RN, ex-FN) est arrivée en tête le 26 mai en France. Par rapport au précédent scrutin européen de 2014, le nombre d'électeurs d'extrême droite s'est accru, passant de 4,7 à 5,2 millions. La participation ayant augmenté, son pourcentage reste en deçà de celui de 2014.

Dans ces élections, le RN a pris des voix à la droite, Les Républicains. Mais c'est souvent dans les quartiers populaires et dans les villes ouvrières que l'extrême droite a eu des succès, en faisant parfois plus de 40% des voix. Certains de ces électeurs de Le Pen ont voulu donner à ce vote le sens d'une protestation sociale contre Macron sans forcément exprimer leur adhésion aux idées de celle-ci. Le RN apparaissant comme

celui qui était le plus en situation d'arriver en tête, il a bénéficié d'un effet « vote utile » contre Macron. Tous ceux qui ont réduit l'élection à un vote sanction contre le président ont ainsi contribué à faire le jeu du RN. La campagne empreinte de nationalisme de la France insoumise de Mélenchon, sur la nécessité de rétablir les frontières du pays avec l'Europe, a contribué à effacer celle qui la différenciait politiquement du RN aux yeux des électeurs des milieux populaires.

Ces succès du RN risquent de faire reculer encore davantage parmi les travailleurs la conscience que les capitalistes et leurs représentants sont les véritables responsables des reculs catastrophiques imposés à toute la société. Ils alimentent la division parmi les travailleurs, en fonction de

leur origine ou de leur religion.

Dans une période où, plus que jamais, la solidarité et l'organisation contre les exploiteurs sont indispensables aux travailleurs pour défendre leurs droits, leurs emplois et leurs conditions de vie, le poison des idées du RN est plus que jamais à combattre.



L'avenir appartient au camp des travailleurs



S'opposer à l'extrême droite, avec toutes les saletés réactionnaires et antiouvrières qu'elle charrie, ne pourra pas se faire en ressuscitant le cadavre des vieux partis, qu'ils se disent ou non de gauche. Ce qu'il est vital de reconstituer, c'est le mouvement ouvrier, pour qu'il reprenne le drapeau du combat contre la dictature de la bourgeoisie sur la société.

Aussi restreint que soit le nombre de ceux qui se retrouvent dans les idées de la lutte de classe, ce sont eux qui représentent l'avenir. Le camp des travailleurs n'est pas une abstraction. Avant d'être un choix politique conscient, c'est une réalité sociale.

La guerre que la grande bourgeoisie mène contre les travailleurs ne pourra cesser qu'avec la fin des luttes

de classes, c'est-à-dire avec la destruction de l'organisation capitaliste de la société.

C'est dans cette révolte que la minorité de travailleurs conscients peut devenir la majorité et transformer la société, en mettant fin à la domination du grand capital par l'expropriation de la grande bourgeoisie.

Les résultats de Lutte ouvrière, pour modestes qu'ils soient, confirment la présence d'un courant politique qui maintient la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier, l'internationalisme face à la montée des nationalismes, le drapeau rouge face au drapeau tricolore de la bourgeoisie. Renforcer ce courant, lui donner la force d'intervenir dans la lutte de classe que les travailleurs ont à mener contre la grande bourgeoisie est la tâche essentielle, en cette période de crise économique et d'offensive de la classe capitaliste. C'est de cet effort que pourra surgir le parti ouvrier révolutionnaire représentant les intérêts matériels et politiques des exploités, nécessaire pour en finir avec cette société.

Vindémia : course aux profits et menaces contre les emplois dans le commerce

Après avoir construit son empire commercial dans la distribution au début des années 1990 en s'endettant lourdement auprès des banques, le capitaliste spéculateur Jean-Charles Naouri a demandé et obtenu du tribunal de commerce qu'il place la maison-mère de Casino, Rallye, qu'il dirige, en sauvegarde, afin de bénéficier auprès des banques d'un plan de remboursement de sa dette évaluée à 3 milliards d'euros.

Face à la concurrence acharnée

des autres vautours du grand commerce international, Naouri a vu ses parts de marché âprement disputées et ses profits chuter. D'où sa difficulté à rembourser ses emprunts.

La vente des murs de ses grands magasins (ici, les Score et Jumbo, Leader Price, Go Sport, ailleurs les Monoprix, Franprix, C-Discount) lui ont permis de récupérer de l'argent, mais pas assez.

Il envisagerait à présent de vendre Vindémia, son distributeur qui opère

dans l'Océan indien et emploie quelques 4100 salariés à La Réunion, à Maurice, Madagascar et Mayotte.

Trouvera-t-il un acheteur ? Et même s'il en trouve un (CFAO ? Saradar ? Hayot ?), cela n'écartera pas le danger de nouvelles suppressions d'emplois parmi ces travailleurs, car lui ou ses concurrents n'hésiteront pas un instant à en sacrifier une partie si cela leur permet de régler une partie de leurs dettes et surtout de préserver leurs profits.

Menaces de licenciements sur le chantier de la NRL



Le chantier de la Nouvelle Route du Littoral est en panne d'approvisionnement en roches massives. Le

groupement d'entreprises chargées de sa réalisation a décidé de stopper le travail faisant peser la menace de li-

ciement sur plusieurs centaines d'ouvriers.

Déjà en 2018, trois cents salariés travaillant sur la NRL ont été licenciés par les majors du BTP (Bouygues, Vinci, etc.) et une trentaine en ce début d'année, d'après les syndicats. Le double serait concerné cette année.

C'est la raison pour laquelle plusieurs dizaines de travailleurs ont bloqué l'entrée du chantier à Saint-Denis pour exiger le maintien de leurs emplois et de leurs salaires.

Pas question pour eux de payer les pots cassés de la politique inconséquente de leurs patrons et du donneur d'ordre, la Région.

Ils ont raison. Ces gens-là ne connaissent qu'un seul langage : le rapport de forces !

L'argent public pour les hôpitaux, pas pour les patrons !

Confrontés à une situation de plus en plus dramatique aux urgences de l'hôpital de Terre-Sainte, les agents de ce service ont déposé un préavis de grève illimité à partir du 5 juin si la direction ne leur fournissait pas plus de moyens humains pour faire face à l'afflux de malades.

Pour cause d'effectifs et de locaux insuffisants, des dizaines de patients attendent des journées entières dans les couloirs sur des brancards qu'on les prenne en charge.

Une réunion de négociation s'est tenue mardi 28 mai à l'issue de laquelle aucune avancée n'a été obtenue.

Les agents hospitaliers ont donc confirmé leur décision d'arrêter le travail le 5 juin.

L'argent manque dans les hôpitaux, mais jamais pour le grand patronat, ni pour les interventions guerrières de la France en Afrique ou au Moyen-Orient !

Débrayage au GIHP

Le 3 juin, les salariés du Groupement pour l'insertion des personnes handicapées physiques (GIHP) ont débrayé pour protester contre quatre licenciements (pour de prétendues « fautes graves ») mais aussi pour tirer une nouvelle fois la sonnette d'alarme sur leur situation dans l'entreprise et le manque de visibilité sur leur devenir.

En effet, la direction du GIHP vide l'entreprise de ses salariés. Depuis le mois de février une vingtaine de travailleurs ont été licenciés ; 40 en un an. Des employés ont fait la grève de la faim et/ou ont fait des dépressions. Plusieurs d'entre eux ont saisi le conseil des Prud'hommes.

Les 130 salariés réclament donc la réintégration de leurs camarades de travail ainsi que le paiement des

heures supplémentaires.

Ils s'interrogent sur la légalité des marchés passés avec une société appartenant au directeur du GIHP.

Au mois de novembre 2018, les salariés du GIHP étaient déjà en grève à peu près pour les mêmes raisons.

Six mois après, force est de constater que leur direction est restée sourde à leurs protestations. Pire, leur situation s'est dégradée.

Ils ne comprennent pas non plus l'attitude de l'État et du conseil Départemental qui non seulement ferment les yeux sur les agissements des dirigeants du GIHP mais baissent de plus en plus les dotations à la structure pourtant fort utile aux personnes handicapées, en particulier les plus modestes. Une des conséquences directes de ces coupes

budgétaires a été l'an dernier l'arrêt du transport pour des salariés malvoyants !

C'est dire le mépris de l'État et des collectivités locales pour les employés du GIHP et les personnes porteuses de handicap.

C'est l'incurie de l'État et des élus qui a entraîné en 2009 la fermeture de l'Arast, une association d'aide à la personne, et le licenciement de 1200 travailleurs !

Est-ce là le sort qu'ils réservent aux employés du GIHP ?

Quand il s'agit de sauvegarder des emplois et des services publics utiles à la population, les gouvernements et les collectivités locales prétendent qu'ils n'ont pas les moyens. Mais en revanche, ils volent au secours des capitalistes sans qu'il soit besoin de les pousser !

DANS LE MONDE

ALGÉRIE

La mobilisation populaire impose le report de l'élection présidentielle

En Algérie, la mobilisation populaire s'est poursuivie durant tout le mois de mai, qui coïncidait pourtant avec la période de jeûne du ramadan, respectée par beaucoup. Même si les manifestations ont été de moindre ampleur que dans la période précédente, leur détermination a eu raison de l'élection présidentielle prévue le 4 juillet.

Aucun parti n'a osé présenter de candidat à une élection massivement rejetée, contraignant ainsi le pouvoir à la reporter. C'est un point marqué contre l'homme fort du régime, le chef d'état-major Gaïd Salah, qui tenait à ce qu'elle ait lieu. Celui qui prétendait agir au nom du mouvement est devenu la principale cible des manifestants. Les slogans « Armée, peuple ! Frère, frère ! Gaïd Salah chef des traîtres ! », « Un État civil, pas un État militaire ! », « Y en

a marre des généraux », ont, entre autres, été largement repris.

L'opération mains propres menée par la justice civile ou militaire sur les ordres de Gaïd Salah est perçue par beaucoup comme l'expression d'un règlement de comptes entre clans rivaux. Mais si, deux mois après la démission de Bouteflika, l'élection a été reportée, le système est toujours là et tente par tous les moyens de reprendre le terrain concédé.

En même temps que les têtes d'hommes détestés, tel Saïd Bouteflika, le frère du président déchu, étaient offertes à la vindicte populaire, les arrestations pour intimider les manifestants se sont multipliées.

Le décès en prison de Kamel Ed-dine Fekhar, militant des droits humains, alors qu'il menait une grève de la faim, a beaucoup choqué. Il a

été arrêté le 31 mars, suite à une vidéo dans laquelle il dénonçait le racisme entretenu par le pouvoir à l'encontre des Mozabites, une minorité confessionnelle berbérophone vivant à Ghardaïa. Ses obsèques se sont transformées en manifestations contre le régime et, vendredi 31 mai, le slogan « Pouvoir assassin ! » a retenti dans bien des cortèges, des cortèges qui réclamaient également la libération de tous les détenus politiques.

En même temps, une foule d'anciens caciques, liés à l'ancien régime, refont surface en offrant leurs services pour sauver le système. Un certain nombre de personnalités issues de la « société civile » font de même. L'association des oulémas (religieux) a même proposé de jouer les intermédiaires.

Il n'y a rien à attendre d'un dia-

logue avec l'état-major militaire, protecteur d'un ordre social injuste et qui se tient prêt à écraser le mouvement. Les travailleurs, les classes populaires, les jeunes des quartiers,

les étudiants, mobilisés depuis trois mois, n'ont rien à attendre non plus de ces personnalités qui surgissent. Les solutions qu'elles proposeront pourront donner l'illusion d'un chan-

gement, mais sans s'en prendre aux intérêts des classes dominantes algériennes et des multinationales il n'aura aucune réalité.



Facebook

MADAGASCAR/FRANCE

Le sous-développement, produit d'échanges inégaux

Mercredi 29 mai, le président malgache, Rajoelina, a été accueilli par son homologue français, Macron, à Paris.

Lors de cet entretien, Rajoelina a abordé le problème de la rétrocession des îles Éparses situées au large des côtes occidentales de Madagascar (Bassas da India, Juan de Nova et Europa). Ces territoires aussi minuscules soient-ils permettent à la France de bénéficier autour de dizaines de milliers de kilomètres de territoires marins à 9000 kilomètres de son territoire. Ils ont été usurpés à Madagascar par la puissance coloniale au moment de son indépendance.

Leurs fonds marins recèlent de surcroît de grandes quantités d'hydrocarbures. Malgré les déclarations de fin de non recevoir de l'ambassade française à Madagascar en 2015, Macron a accepté d'ouvrir la négociation... sans s'engager aucunement sur son issue !

La deuxième partie de l'échange

portait sur les relations économiques entre les deux pays et là, sans surprise, c'était tout de suite plus de concret !

Rajoelina était venu entouré de ses ministres et Macron de représentants du Médef. Ils ont alors abordé les choses sérieuses !

Le président malgache étant venu chercher des solutions pour muscler un peu sa production d'électricité ($\frac{3}{4}$ des Malgaches n'ont toujours pas accès à l'électricité), il a été convenu que le groupe français du BTP Eiffage soit retenu pour construire la future centrale hydroélectrique Sahofika permettant de répondre à un tiers des besoins électriques du pays ; que le groupe français du numérique Atos soit retenu sur le projet de digitalisation de l'agriculture malgache, en particulier la riziculture ; que le groupe français Akuo énergies (énergies renouvelables) soit retenu sur un projet d'hybridation de la centrale thermique de Tulear et que la Com-

pagnie Générale d'Hydroénergie de France se voit attribuer celui de la centrale hydroélectrique de Tamatave.

44 ans après son indépendance Madagascar a toujours comme premier fournisseur la France, son ex-pays colonisateur, qu'elle continue à enrichir en lui fournissant matières premières et marchés pour ses industriels... mais qui continue, avec arrogance, à la spolier de certains de ses territoires.



LO

Essais nucléaires : une reconnaissance hypocrite !

Le Parlement vient de reconnaître, jeudi 23 mai, que la Polynésie a été « mise à contribution » par la France dans « la construction de la capacité de dissuasion nucléaire et à la défense nationale », et que cette « contribution n'était pas volontaire ».

Ce jargon parlementaire édulcore la responsabilité écrasante de l'État français qui, de 1966 à 1996, a procédé à 193 essais nucléaires sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa, en mentant sciemment à la population, persuadée de l'innocuité de ces essais. Les gouvernements successifs ont caché la dangerosité des radiations aux militaires qui procédaient à ces essais et aux habitants qui venaient même parfois y assister en famille, comme à un spectacle.

On estime aujourd'hui que 150 000 personnes ont été touchées par les radiations. Dans l'île de Tureia, la plus proche de Mururoa où avaient

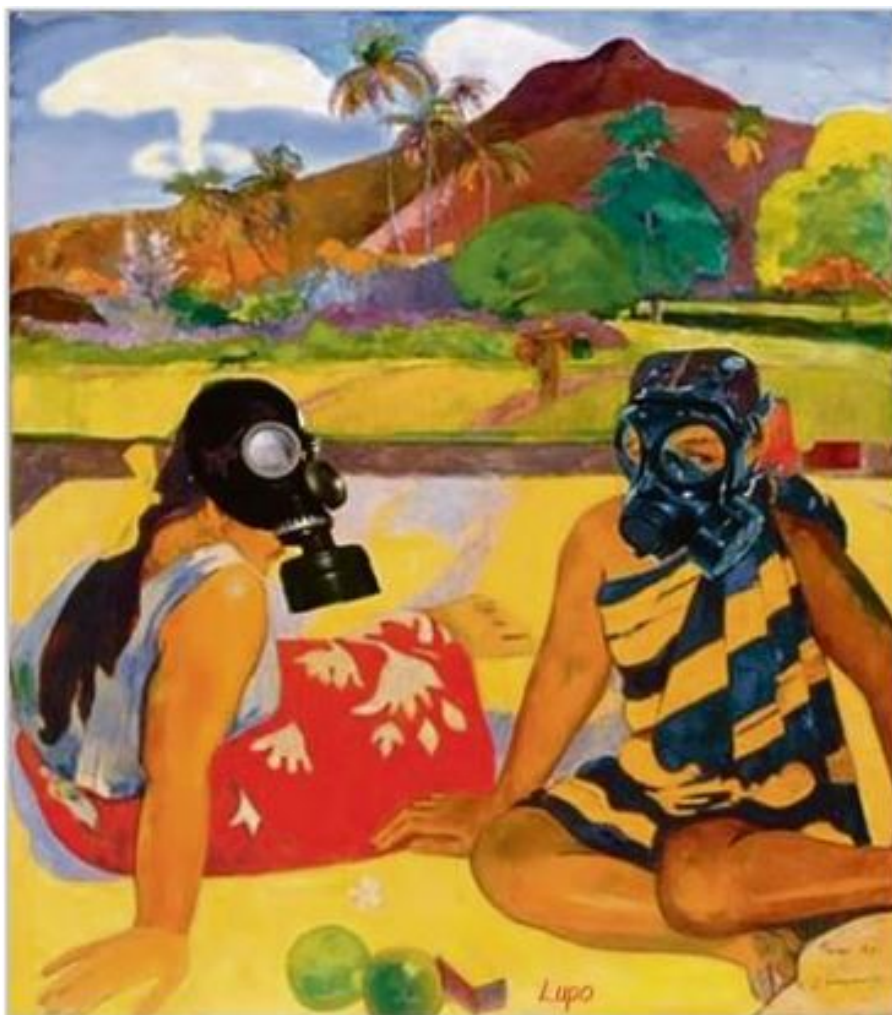
lieu les essais nucléaires atmosphériques entre 1966 et 1974, près d'un habitant sur cinq souffre de maladies comme des cancers, des malformations ou des maladies neuropsychiatriques.

Quant aux conséquences sur la faune, sur la flore, des scientifiques ont calculé qu'il faudra attendre 240 000 ans pour que les retombées du plutonium, présent dans l'arme nucléaire, soient complètement neutralisées.

Quant aux réparations, il n'y a rien ou presque. Seuls une trentaine de militaires, parmi ceux présents sur les lieux, ont été à ce jour indemnisés. Si un Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN) a bien été créé, ce dernier s'ingénie à refuser aux victimes toute indemnisation. Douze victimes ont ainsi attaqué le 21 mai devant le tribunal administratif de Papeete le CI-

VEN pour un refus, mais dix d'entre elles ont été déboutées, au prétexte qu'elles ne pouvaient pas prouver avoir été exposées à une dose critique de radioactivité. Ainsi, c'est aux malades que l'on demande de prouver la responsabilité de l'État dans leurs cancers et autres maladies, alors qu'il est avéré que les essais nucléaires ont empoisonné l'archipel.

Dans ces conditions, cette reconnaissance du Parlement a tout d'une mise en scène. Seule une réelle prise en compte financière et médicale des victimes équivaldrait à un début de réparation.



ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €

Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-

BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282